POPIR COMITÉ LOGEMENT 1969-2019

50 ANS DE LUTTES

UN DEMI-SIÈCLE À CÉLÉBRER

au centre: Maryan Kikhounga Ngot,
actuelle présidente du CA

POPIR, comité logement
Un regroupement de gens debout
Des revendications, des droits
Droit de parole, droit au logement
Droit de se faire respecter
En tant que locataire et voisin

POPIR, comité logement
Une histoire à découvrir
Des gens dévoués
Du bénévole à l'employé
Tous sont impliqués
au cœur des actions

Cinquante ans d'écoute
Cinquante ans d'évolution
2 déménagements
(Du feu à l'embourgeoisement
nous envoient dans d'autres lieux)
Toujours dans le Sud-ouest

Merci de votre écoute
Merci de votre soutien
Merci de vos luttes
Ensemble vers un mieux être!
Bonne fête à tous!

Agathe Melançon

P.O.P.I.R.-Comité logement
2515 rue Delisle, bureau 209
Montréal, Qc, H3J 1K8
514-935-4649

Ont contribué à cette brochure:

Conception et coordination: Comité journal du POPIR (Sandrine Belley, Agathe Melançon, Diane Dufort, Norman Laforce)
Rédaction: Michel Blondin, Louis Gaudreault, Valérie Simard, Fred Burrill, Patrica Viannay, Jean-Yves Joannette, Agathe Melançon, le Comité femmes du POPIR (Sandrine Belley, Maryan Kikhounga-Ngot, Inna Volodchenko, Hélène Boudier)

Révision: Diane Dufort

Mise en page: Mathieu Thériault

QU'ÉTAIT LE QUARTIER ST-HENRI AVANT LE POPIR ?

Michel Blondin, animateur social dans le Sud-ouest de Montréal de 1963 à 1970

Qu'était le quartier St-Henri avant la naissance du POPIR ? Ce qu'on appelle aujourd'hui le Sud-Ouest était alors très différent de ce qu'il est aujourd'hui !

J'y étais dans la période 1961 à 1970. D'abord comme militant de la lutte anti-pauvreté dans le cadre des Chantiers de Montréal alors que j'étais étudiant en travail social à l'Université de Montréal, ensuite comme animateur social (le premier en milieu urbain au Québec) de 1963 à 1970.

Le grand St-Henri, l'ouest d'Atwater et la Pointe St-Charles, était un quartier ouvrier où vivaient des employés à revenus modestes (et leur famille) œuvrant dans les usines de fabrication métallique ou de textile du quartier. À l'est d'Atwater, vivaient surtout des gens de l'assistance sociale, fort pauvres et souvent désorganisés.

Les gens se définissaient d'abord par leur paroisse : St-Henri, St-Zotique, Ste-Cunégonde, St-Joseph… C'était leur première appartenance. Le leadership local était d'abord entre les mains des curés de ces paroisses, de quelques notables locaux, de commerçants, et d'élus. Les citoyens étaient désorganisés et ignorés. L'approche de ces élites était celle de la charité catholique traditionnelle, dépannant les gens sur une base individuelle et condescendante.

C'est alors que naquit l'animation sociale qui avait comme objectif de redonner du pouvoir aux citoyens sur leur vie collective, de les mobiliser sur des causes qui leur tenaient à cœur, en les initiant aux techniques de mobilisation, de revendication, de défense de leurs droits et de leurs intérêts.

On parlait alors de comité de citoyens et de participation citoyenne ! Les luttes se faisaient beaucoup contre les administrations locales : commission scolaire, ville de Montréal, service de bien-être social, certains abuseurs (par exemple les propriétaires de taudis…). À travers ces luttes, les gens de St-Henri cherchaient à donner d'eux, aux Montréalais, une nouvelle image dont ils seraient fiers, en réponse au mépris que ces mêmes Montréalais affichaient à leur égard.

Il y eut de nombreuses mobilisations, des luttes, des revendications… Résultats: des gains et d'immenses défaites. Les principaux gains concernaient les écoles, les cours d'école, les loisirs, la construction d'une image positive pour ce quartier défavorisé. La plus grosse défaite : la destruction du quartier à l'est d'Atwater sous couvert de rénovation urbaine, c'est-à-dire la destruction d'un tissu humain d'appartenance et de solidarité spontanée et la disparition de logements abordables.

En même temps, cela coïncida avec la naissance du mouvement communautaire au Québec, d'abord à la Pointe St-Charles, ensuite dans St-Henri et divers quartiers ouvriers de Montréal.

Pourquoi avoir conçu le POPIR ?

Que vient faire le POPIR dans tout cela ?

À l'automne 1969, alors que je me préparais à quitter ce travail d'animation sociale, complètement épuisé par cet engagement exigeant de plusieurs années dans le quartier, j'étais préoccupé par l'avenir de l'équipe que j'avais constituée et dont j'avais été responsable jusque-là.

L'idée m'est venue de trouver de nouvelles sources de financement pour assurer une transition, éviter l'éparpillement de

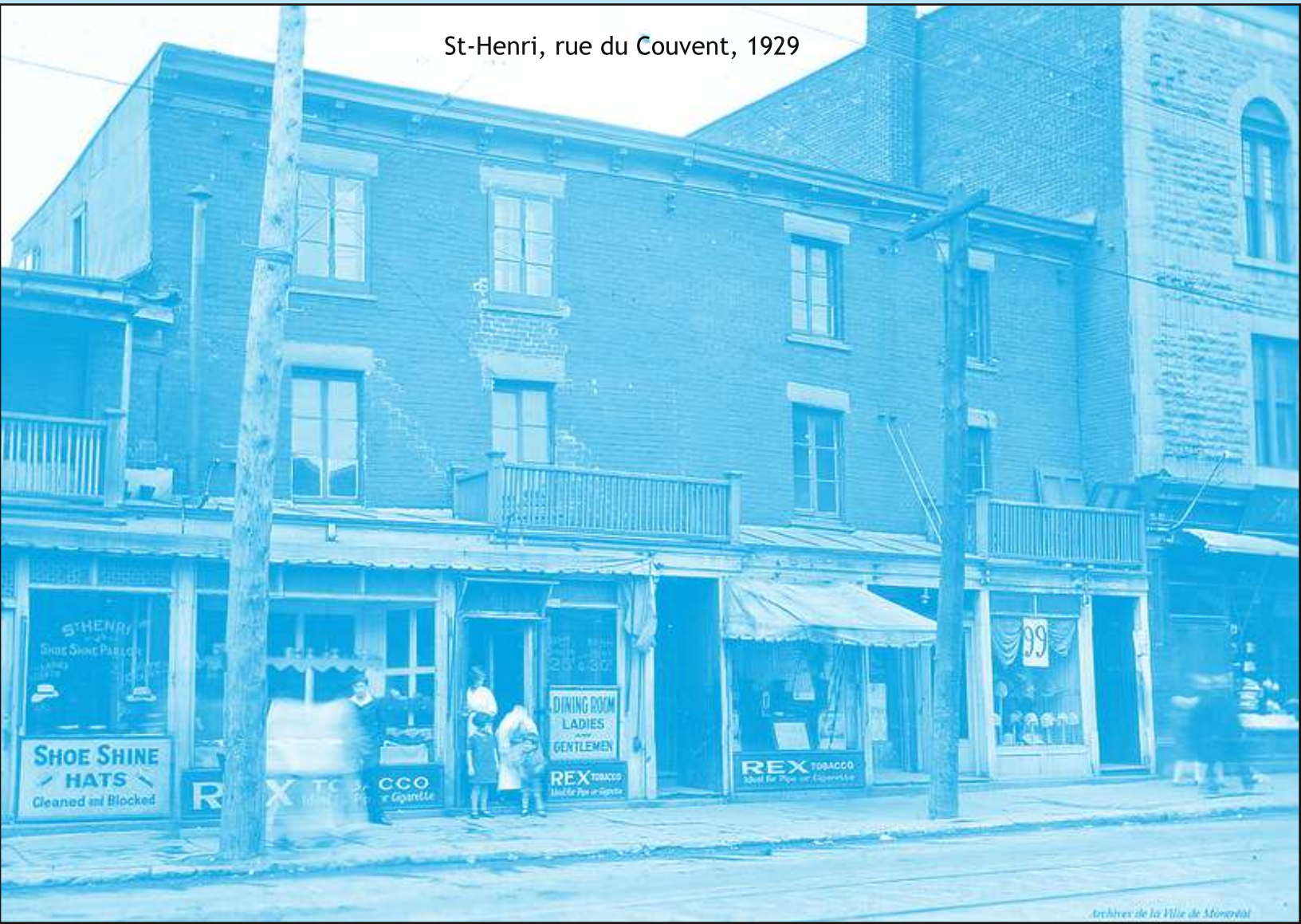
l'équipe après mon départ, et faciliter le passage à une autre étape, conscient que notre employeur de l'époque, le Conseil de Développement social (autrefois le Conseil des Œuvres) ne pourrait supporter longtemps ce type d'action sociale perturbante pour les élites.

Après diverses tentatives de recherche de financement, je me suis décidé à solliciter l'Archevêché de Montréal dans le contexte de la lutte à la pauvreté qui prévalait alors. Me fiant à ma réputation personnelle et à mes contacts, j'ai soumis un projet auquel j'ai donné le nom de POPIR pour une demande de financement de 100 000 $. Je pouvais compter sur des alliés : plusieurs personnes influentes auprès de l'Archevêché s'étaient intéressées à ce que nous faisions. Parmi ceux-ci, je me souviens de deux personnes qui ont sûrement fait la différence : le Dr Paul David, fondateur de l'Institut de cardiologie de Montréal et père de Françoise, et Mme Vanier, veuve de l'ancien gouverneur général du Canada et propriétaire à travers une succession d'un certain nombre de maisons du quartier Petite-Bourgogne. Je savais que ces personnes avaient de l'influence sur l'Archevêché.

C'est ainsi que l'Archevêché de Montréal nous octroya un soutien de 100 000 $ en 1969 pour la mise du pied du POPIR. Dans les milieux de l'archevêché, on parla, m'a-t-on dit, du « hold-up » à Blondin !

Je partis alors avec ma famille refaire mes forces en Bolivie et me ressourcer en approfondissant ce qu'on appelle maintenant l'éducation populaire, que je mettrai en œuvre à mon retour d'Amérique Latine dans les champs de la solidarité internationale et de la formation syndicale.

St-Henri, rue du Couvent, 1929



LE POPIR DE 1969 À 1994

Ce texte a été publié originalement dans une brochure réalisée pour le 25e anniversaire du POPIR-Comité logement, en 1995. Le texte a été féminisé.

1969 : Mise sur pied d'un projet ambitieux

Ce projet, né de la nécessité d'unifier les forces limitées, morcelées mais réelles d'un quartier, a vu le jour le 22 décembre 1969, grâce aux efforts concertés d'un animateur social, du Conseil du développement social (CDS) et de plusieurs comités de citoyen.ne.s.

Dans le Sud-Ouest de Montréal, jusqu'en 69, le développement communautaire et les actions de revendications n'étaient articulés que par des petits groupes ou comités de citoyen.ne.s et autour de thèmes circonscrits. Le «Comité des Ilots St-Martin», «Le Réveil des citoyens» dans la Petite-Bourgogne, «Loisirs plus forts» et «Éducation de base» dans la Pointe-Saint-Charles, le «Comité de l'hôpital» et le «Nous St-Henri» dans St-Henri, pour ne nommer que quelques comités, ces derniers s'occupaient de problèmes liés à la santé, au logement, aux loisirs, etc.

Bien qu'on ait pu observer l'émergence d'une vie communautaire, le développement d'un leadership ouvrier, une certaine mobilisation collective, on ne pouvait que constater les limites de ce type d'intervention restreinte sans rapport avec une vision globale des problèmes sociaux. Un projet qui rallierait ces comités sous une même bannière, une organisation de quartier qui informerait, éduquerait, regrouperait les forces du quartier s'imposait donc.

C'est ainsi qu'en 69, on demande à l'archevêché de Montréal pour la réalisation de ce projet une subvention de 100 000$ pour 2 ans, somme qui sera accordée dans la perspective de l'idéal chrétien, de justice et de charité. Le POPIR en tant qu'organisation populaire commence donc ses activités au printemps 1970.

1970-1976 : Les années du décollage

Les premières années furent remplies d'effervescence. Nous voyons apparaitre de multiples fronts de lutte dans les secteurs du logement, la consommation, la santé et le travail. Le POPIR a travaillé à la mise sur pied d'une dizaine d'organismes dans le Sud-Ouest. Sans oublier son implication dans des luttes locales comme la revendication d'un hôpital pour St-Henri, la syndicalisation de travailleurs à la *Simmons Bed*, la *Clic Fasteners* et la *Coleco*.

C'est à cette époque que le POPIR est l'initiateur de l'ADDS et de la Maison du chômeur dans le Sud-Ouest. Sur le front de la consommation deux dossiers ont été priorisés : la mise sur pied d'une coopérative alimentaire et une campagne sur le

scandale des frais funéraires. Cette dernière s'intitulait «Même mort, il faut s'organiser».

Le sud-ouest, circa 1973

Au milieu des années 70, nous avons décidé de prioriser essentiellement deux fronts : le logement et la consommation. Dans le secteur du logement, ce choix comme priorité fut déterminé par plusieurs facteurs : aucun organisme ne s'occupait du dossier logement, le processus de gentrification connaissait ses premiers balbutiements à proximité du Canal Lachine, la construction de nouvelles stations de métro et leur impact sur l'environnement, les logements du marché privé se détérioraient de plus en plus. Quant au front sur la consommation, en plus de la campagne sur les frais funéraires, le comptoir alimentaire exigeait de plus en plus d'énergies.

Nous pouvons remarquer que le POPIR réduit de plus en plus ses champs d'intervention. Cela est étroitement lié à l'évolution des organisations populaires de la fin des années 70 : une problématique, un groupe.

1977-1988 : Le POPIR concentre ses activités

Si jusqu'au milieu des années 70, le POPIR mène des luttes à peu près sur tous les fronts, à l'aube des années 80, il concentrera principalement ses activités autour de deux priorités à savoir le volet condition féminine et la question du logement, priorités définies lors de l'assemblée générale des membres en 77.

La condition des femmes

Le volet condition féminine prendra plusieurs formes et aboutira sur plusieurs réalisations intéressantes. En effet, afin de répondre aux besoins des mères du quartier, nous réaliserons en 78 la garderie Paillasson. En 80, considérant la fréquence et l'urgence des appels à l'aide des femmes, nous mettrons sur pied La Maison du Réconfort, un foyer d'hébergement et de transition pour femmes en difficulté avec leurs enfants.

À partir des années 80, l'essentiel des énergies et des ressources seront consacrées à offrir une multitude de cours, ateliers, café-rencontres. Certains cours (danse-exercice, couture, artisanat) visaient essentiellement à favoriser l'intégration des femmes à l'organisation et à briser leur isolement. D'autres ateliers comme «les femmes et l'argent», «Lois sur la famille» visaient quant à eux une réflexion des femmes sur leur condition.

Ces cours donnèrent lieu à un projet peu commun à l'époque : pour faciliter la participation des femmes aux ateliers, on mettra sur pied, en 84, une halte-garderie nommée «Les P'TITS POPIRS». Cette halte-garderie recevra des enfants jusqu'en 88, année où le POPIR deviendra un comité-logement.

À cause d'un problème de ressources et ce, malgré une crise du logement qui sévit dans les quartiers (spéculation, hausse de loyers, reprise de possession, réparation aboutissant à l'éviction), nous favoriserons nettement le volet

condition féminine au détriment de la question du logement. Le volet logement ne sera toutefois pas totalement exclu des interventions du POPIR : de 76 à 83, le POPIR travaillera sur plusieurs tableaux : logement privé, coops, HLM.

La condition logement

En ce qui a trait au logement social, le POPIR aura plus de succès avec les coopératives d'habitation qu'avec les HLM où il aura tenté une brève percée. En effet, de 77 à 80, il mettra sur pied 4 coopératives d'habitation : l'Élan, Lacasse, Du Collège et Solidarité. Par ailleurs, il continuera de travailler avec le GRT à mettre en place de nouvelles coopératives et à former de nouveaux coopérants.

Dans le secteur du logement privé, le POPIR prendra en 83 l'initiative de former un comité de locataires. Ce comité sera formé de résidant.e.s du quartier, victimes de hausses de loyer abusives et de rénovations sauvages.

De 83 à 87, nous constaterons au POPIR une période de flottement quant à la question logement. Nettement en retrait par rapport à la condition féminine, les activités concernant la question du logement, ne se résumera alors qu'à quelques rencontres sur les hausses de loyer, à un service de référence et à la formation d'un comité de réflexion sur l'aménagement «Les pieds dehors».

Si le POPIR est intervenu dans les années 80 sur la condition féminine et le logement, il n'aura toutefois pas exclu sa participation à des projets dans d'autres sphères.

En effet, le POPIR a contribué à la mise sur pied d'une pharmacie communautaire pour St-Henri et la Petite-Bourgogne, donné des cliniques d'impôts et de formation sur la fiscalité, travaillé avec l'ACEF sur des dossiers de consommation, donné des séances d'information aux parents et aux jeunes présentant des problèmes d'alcoolisme et de toxicomanie et pour finir contribuer à un projet de Maison des Jeunes.

1988-1995 : Pas de Schefferville dans nos quartiers!

À l'assemblée générale du mois de juin 1988, les membres du POPIR décidaient que cet organisme deviendrait exclusivement un comité logement. Ce choix fut largement déterminé par une volonté de mieux cibler les actions du POPIR et de lutter contre la crise du logement qui avait connu un développement spectaculaire au cours des années 80.

Dès le départ, nous avons priorisé la lutte pour le logement social et la lutte contre le marché privé. Convaincu.e.s que les problèmes de logement ne pouvaient trouver de solutions adéquates que par la réalisation de logements décents et à prix abordable, nous

avons fait la promotion du logement social tant dans le Sud-Ouest qu'au niveau national. Notre opposition à la construction d'une résidence pour étudiant.e.s en 1989 et 1990, notre campagne, depuis 1992, pour la réalisation de 350 logements sociaux et plus spécifiquement notre lutte pour obtenir un immense terrain dans St-Henri pour pouvoir y construire 100 coopératives d'habitation, sont autant d'illustrations de la volonté du POPIR d'obliger les divers paliers de gouvernements à répondre à la crise du logement.

La lutte pour le logement social et contre le marché privé

Notre adhésion au FRAPRU en 1989 a consacré notre volonté de nous associer à un regroupement national pour mener des actions de pressions et de mobilisation afin d'imposer le logement social comme une alternative au marché privé spéculatif. Dès le début, nous étions convaincu.e.s que les actions locales ne pouvaient, à elles seules, renverser les choix politiques et fiscaux d'Ottawa et de Québec, d'où toute l'importance d'avoir un regroupement national fort qui s'appuierait sur les luttes des quartiers et des régions pour enraciner les revendications liées au logement social.

Notre lutte contre le marché privé s'est principalement concrétisée par l'implantation au POPIR d'un service de première ligne. Depuis 1989, les locataires qui résident sur le territoire du POPIR peuvent obtenir toutes les informations et toute l'aide nécessaires pour résoudre leurs problèmes de logement sur le marché privé : réparations, hausses de loyer, préparation à une audition à la Régie du logement, problèmes de salubrité, etc.

Dès le début du comité logement, la volonté de travailler en étroite collaboration avec les personnes directement concernées par les problèmes de logement était inscrite dans les orientations du POPIR. Nous avons la profonde conviction que le regroupement de mal logé.e.s et la participation à des actions collectives contribuent à améliorer les conditions de vie et cela de diverses façons : briser l'isolement, créer un réseau d'entraide, briser le fatalisme face aux possibilités de transformer la société, développer un sens critique face aux pouvoirs politiques, etc. C'est la raison pour laquelle nous avons développé, au cours des dernières années, une véritable culture de la mobilisation au POPIR afin d'élaborer des zones d'autonomie sociale et politique face à tous les pouvoirs.

Vers l'élargissement des luttes sociales

Le POPIR Comité-logement a maintenant près de 7 ans et il est rendu à un carrefour. Nous devons, au cours des prochaines années, continuer avec acharnement notre lutte pour le logement social, car les conditions de logement continuent à se détériorer pour des milliers de ménages et cela est inacceptable. Nous devrons, aussi, participer aux luttes sociales pour la survie des programmes sociaux.

Depuis quelques années, les actions du POPIR ne se limitent pas à un seul champ d'intervention. Notre implication très active à Coalition pour la survie des programmes sociaux (coalition contre la réforme Axworthy) est une bonne illustration de notre désir d'élargir le front des luttes. Nous sommes profondément convaincu.e.s qu'il n'y aura pas de déblocage social sans la constitution de fronts de luttes qui s'opposeront aux politiques néolibérales que veulent nous imposer la classe dirigeante. Nous contribuerons à ces luttes avec nos modestes moyens, mais avec tout notre cœur!

Pointe St-Charles, années '50

LE POPIR-COMITÉ LOGEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT SOCIAL

Le marché privé ne répondant pas aux besoins des locataires, surtout les moins nantis, les membres ont toujours priorisé le développement de logements sociaux. C'est en sortant le logement du marché privé et en misant sur les HLM, les coopératives et les OBNL d'habitation, que le droit des locataires sera respecté. Le POPIR-Comité logement a donc mis beaucoup d'énergie sur le développement du logement social et sur le soutien aux coopératives et aux OBNL d'habitation existants. Le comité a aussi été à l'origine de la fusion de plusieurs petits groupes de ressources techniques du Sud-ouest afin de fonder Bâtir son quartier, l'objectif étant d'avoir un outil de développement au service des locataires des quartiers populaires. Ci-après, des témoignages sur le rôle du POPIR-Comité logement dans le développement.

OBNL HABITATION 21-22

Le POPIR-Comité logement s'est impliqué dès le début pour que cet immeuble soit un OBNL. Il y avait plusieurs développements dans Griffintown et c'était toujours des coopératives. Sauf qu'on voyait que les gens voulaient un OBNL, surtout ceux qui étaient déjà passé par des logements de transition. Il a donc fallu convaincre le GRT et la Ville. Après avoir gagné un OBNL, le POPIR est allé sur le Conseil d'administration pour aider au développement. Maintenant que les locataires sont dans la place, le POPIR s'est retiré et peut défendre les droits des locataires, au besoin.

Le POPIR a obtenu que la sélection se fasse à partir de ses listes. Ainsi, beaucoup de locataires qui attendaient depuis longtemps un logement social ont pu avoir un logement dans Habitation 21-22 ; c'est très bien pour toutes celles et tous ceux qui se sont battus pour le logement social.

5 509 LOGEMENTS SOCIAUX SUR LE TERRITOIRE DESSERVI PAR LE POPIR-COMITÉ LOGEMENT

- 2 729 logements HLM dont 2 121 réservés pour les familles
- 1 404 logements en coopératives dont 399 à 25 % des revenus
- 467 logements en OBNL pour les familles et les personnes seules et 909 pour les personnes âgées

LE R.A.I.L.S.

Lucie Lalonde s'est impliquée pendant 14 ans au P.O.P.I.R.-Comité logement, dont 12 ans sur le conseil d'administration. Comme la plupart des personnes militantes, elle a d'abord connu le P.O.P.I.R. parce qu'elle avait un problème avec son propriétaire ; elle a ensuite décidé de redonner en s'impliquant dans la lutte pour le droit au logement.

Lucie se souvient notamment du R.A.I.L.S., les **R**equérants **a**ttendant **i**mpatiemment un **l**ogement **s**ocial, et des batailles menées pour de nouveaux logements sociaux. Le R.A.I.L.S. était largement soutenu par Anne-Marie Rohel, salariée du POPIR. Les personnes requérantes avaient par exemple repéré un stationnement vide au coin des rues

Rose-de-Lima et Workman. Ce stationnement appartenait à la coopérative la Tannerie mais les membres de la coop n'étaient pas très chauds à l'idée de partager leur site avec des locataires de HLM (hum !!). Le R.A.I.L.S. a fait de nombreuses représentations auprès des élu.e.s, des actions et a obtenu une victoire à la fin des années 90 avec la construction du dernier HLM de St-Henri. Pour fêter cela, le R.A.I.L.S. a organisé une magnifique parade dans les rues de St-Henri, avec aux slogans, l'inoubliable Louis Cyr

Fait intéressant : le R.A.I.L.S a permis aux personnes qui s'y impliquaient de trouver un logement social mais aussi de développer un fort sentiment d'appartenance au P.O.P.I.R. et une volonté de solidarité avec les autres luttes pour le droit au logement. D'ailleurs, suite à cette expérience, le P.O.P.I.R. a instauré un *membership*, laissant ainsi toute la place aux locataires membres dans le choix des orientations.

COOPÉRATIVE DU COUVENT

La Coopérative du Couvent, comme le nom l'indique, est située sur la rue du Couvent, tout près de la rue St-Antoine. Le POPIR a contribué à la mise sur pied de ce projet à la fin des années 90-2000. À l'époque, le programme actuel, AccèsLogis, ne permettait pas la construction neuve. Il était utilisé pour l'achat et la rénovation d'immeubles. Le programme venait de voir le jour. Saint-Henri était encore un quartier « populaire » et il y avait beaucoup d'immeubles barricadés ou mal entretenus. (Notons que la Coopérative Delinelle qui a également été mise sur pied par des militant.e.s du POPIR à la fin des années 90 était aussi un programme d'achat rénovation).

Un des organisateurs communautaires de l'époque, Jacques Forget, avec l'aide de Bâtir son quartier, avait identifié cette bâtisse, l'ancienne école Aviron, qui a été reprise par la Ville de Montréal pour non-paiement de taxes. L'objectif était de convaincre la ville de nous céder le bâtiment à un prix raisonnable pour

LA COOPÉRATIVE LA GALERIE

En plus du développement, le P.O.P.I.R.-Comité logement a toujours répondu à l'appel des coopératives qui avaient besoin de soutien au bon fonctionnement démocratique et à la gestion. Par exemple, la coopérative la Galerie a pu éviter une menace de tutelle grâce à l'intervention de Louis Cyr, du P.O.P.I.R.-Comité logement.

Témoignage d'Odette Aspireault – membre de la coopérative

« Construite en 1984, la Coopérative la Galerie a dû, au tournant des années 2000, mener des travaux majeurs de décontamination du sol. Cet épisode a épuisé les membres. Les années qui ont suivi ont donc été difficiles au point que la SCHL a menacé de mettre la coop sous tutelle. Elle a conseillé à la coop d'embaucher un gestionnaire mais ce dernier, bien qu'aidant au début, a fini par apporter d'autres problèmes. Ainsi, les membres ont fait le choix de se tourner vers le POPIR-Comité logement puisqu'il connaît si bien le quartier et les gens qui y vivent mais, surtout, parce que Louis Cyr maîtrisait très bien le dossier coop. Avec générosité, avec beaucoup de disponibilité et de patience, le P.O.P.I.R.-Comité logement a soutenu les membres pour comprendre les états financiers, le processus de subvention (AACR) et plusieurs autres éléments en lien avec la gestion. Nous avons reçu d'excellents conseils et réussi à sortir la tête de l'eau ».

développer un projet de coopérative. Les membres du POPIR ont dû se mobiliser à plusieurs reprises pour que le projet puisse voir le jour en faisant des manifestations, notamment devant l'ancienne école. L'enjeu principal s'avérait les coûts de décontamination du terrain. Il fallait faire des pressions politiques pour que les sommes d'argent requises soient débloquées par les gouvernements. La ville de Montréal a fini par céder à la Coopérative le terrain pour une somme dérisoire afin que le projet soit viable. Ce sont 48 unités de logements sociaux qui ont vu le jour dans les anciennes classes. Les premiers locataires ont emménagé dans leur logement au printemps 2001.

Beaucoup de membres du POPIR qui s'étaient mobilisés en faveur de ce projet de logement social sont allés y vivre et ont continué de militer au POPIR en faveur du logement social bien longtemps par la suite, même s'ils avaient obtenu un logement subventionné. Malgré les difficultés que ce projet a traversées à ses débuts, cette coopérative a permis à ses membres de développer des réseaux de solidarité.

La mise sur pied de cette coopérative démontre qu'il est possible d'agir pour développer de beaux milieux de vie et éviter les conséquences néfastes de l'embourgeoisement d'un quartier comme Saint-Henri.

CITADELLE ST-AMBROISE

1- Comment le POPIR-Comité logement s'est impliqué dans le développement de votre immeuble ?

C.C.L. (OBNL Citadelle de St-Ambroise)

J'ai fait partie des membres fondateurs de l'OBNL Citadelle de St-Ambroise. Dès le début, le POPIR a été partie prenante et leader du processus. Au fil du temps, quelques membres de l'équipe du POPIR se sont relayés comme administrateur ou administratrice sur le CA avec le groupe de résident.e.s.

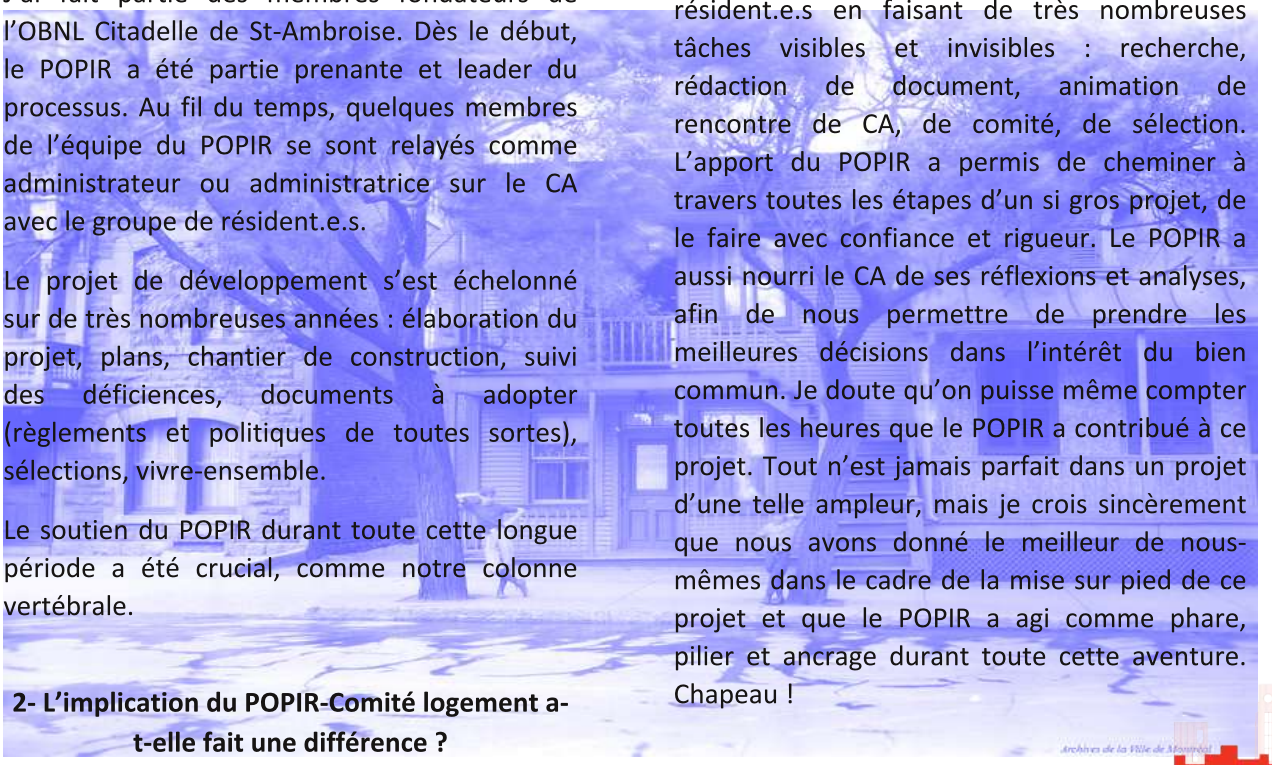
Le projet de développement s'est échelonné sur de très nombreuses années : élaboration du projet, plans, chantier de construction, suivi des déficiences, documents à adopter (règlements et politiques de toutes sortes), sélections, vivre-ensemble.

Le soutien du POPIR durant toute cette longue période a été crucial, comme notre colonne vertébrale.

2- L'implication du POPIR-Comité logement a-t-elle fait une différence ?

C.C.L. (OBNL Citadelle St-Ambroise)

L'implication du POPIR a été déterminante dans le projet de l'OBNL Citadelle de St-Ambroise. Rencontres après rencontres, les gens du POPIR ont appuyé le groupe de résident.e.s en faisant de très nombreuses tâches visibles et invisibles : recherche, rédaction de document, animation de rencontre de CA, de comité, de sélection. L'apport du POPIR a permis de cheminer à travers toutes les étapes d'un si gros projet, de le faire avec confiance et rigueur. Le POPIR a aussi nourri le CA de ses réflexions et analyses, afin de nous permettre de prendre les meilleures décisions dans l'intérêt du bien commun. Je doute qu'on puisse même compter toutes les heures que le POPIR a contribué à ce projet. Tout n'est jamais parfait dans un projet d'une telle ampleur, mais je crois sincèrement que nous avons donné le meilleur de nous-mêmes dans le cadre de la mise sur pied de ce projet et que le POPIR a agi comme phare, pilier et ancrage durant toute cette aventure. Chapeau !



L'APPORT DU POPIR À LA COALITION POUR LA SURVIE DES PROGRAMMES SOCIAUX

Jean-Yves Joannette, ex-permanent de la Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire (TROVEP) de Montréal et ex-membre du comité de coordination de la CPSPS.

La Coalition pour la survie des programmes sociaux (CPSPS) est une coalition montréalaise qui a existé entre 1994 et 1999. Dans le sillon de la lutte contre la réforme de l'aide sociale, la CPSPS est créée pour élargir la lutte aux coupures à l'assurance-chômage, mais également à la Commission Axworty qui avait comme mandat de préparer une importante réforme fédérale des programmes sociaux. À terme la réforme Axworty aura des conséquences sur des programmes sociaux fédéraux, mais également sur ceux des provinces.

Lors de ses AG le CPSPS réunira, selon les périodes, entre 15 et 50 organismes communautaires. Du côté syndical, le Conseil Central CSN maintiendra régulièrement un délégué. Quant au Conseil régional FTQ, il s'associera à la CPSPS dans le dossier de l'assurance-chômage. La CPSPS organisera quelques assemblées pour informer des enjeux des réformes en cours. Au niveau du travail d'éducation populaire, soulignons la création du musée des horreurs qui par le support d'affiches expliquait et dénonçait les injustices fiscales. Mais c'est surtout par ses actions que la CPSPS s'est fait remarquer.

LES ACTIONS : il y en aura plusieurs, mais deux en particulier méritent d'être rappelées.

LE RASSEMBLEMENT DEVANT L'USINE HYUNDAI :

La compagnie Hyundai avait bénéficié de millions de dollars de tous les paliers gouvernementaux pour établir une usine à Bromont. Elle s'était même engagée à former des personnes assistées sociales. Cet engagement dans le cadre de la réforme de l'aide sociale avait été fort médiatisé. Mais voilà qu'après quelques années d'opérations Hyundai ferme son usine et quitte le Canada après avoir reçu des millions de subventions. C'était un scandale. La CPSPS organisera un rassemblement devant l'usine désaffectée et y déploiera une bannière. La couverture médiatique fut intense. On apprendra quelques mois plus tard que Hyundai avait remboursé quelques montants des subventions reçus.

OCCUPATION DU BATEAU DE PAUL MARTIN, ALORS MINISTRE DES FINANCES DU PLC

L'autre action qui mérite d'être soulignée fut celle de l'occupation d'un navire de Paul Martin. M. Martin était à l'époque ministre des Finances, propriétaire également d'une immense compagnie maritime, la Canada Steamship Lines, dont plusieurs navires étaient enregistrés dans divers pays afin de contourner la fiscalité canadienne. Des mois d'attente avant qu'un de ses bateaux accoste à Montréal. Il ne resterait pas longtemps. La mobilisation fut rapide et c'est ainsi qu'un matin d'hiver glacial, une dizaine de militants sont montés sur le bateau et ont déployé une immense bannière dénonçant les abris fiscaux, pendant que sur le quai une cinquantaine de militants et militantes scandaient des slogans en claquant des dents. L'opération ne reçut pas l'accueil médiatique qu'elle méritait : une petite photo et une vignette dans le Journal de Montréal.

Le comité de coordination de la CPSPS était composé de l'OPDS RM, de la TROVEP de MTL et du POPIR. Le représentant du POPIR, Jean-Pierre Wilsey, transmettait la détermination et la fougue de son organisation. D'ailleurs, cette fougue se faisait sentir par les nombreux militants et militantes qui se rassemblaient sous la bannière du POPIR. Les tambours du POPIR ouvraient régulièrement les marches du CPSPS. Notons également l'exceptionnelle voix et le rythme de Louis Cyr comme crieur de slogans.

Jean-Pierre Wilsey s'inspirera de l'expérience de la CPSPS pour rédiger un texte qu'il déposera au FRAPRU sur la nécessité d'élargir les champs de luttes. Ce texte a contribué aux alliances que le FRAPRU allait construire dans les années qui suivront.

Les liens que la CPSPS avait développés avec le monde syndical, bien que ténus, ont permis dans les années 2000 la construction de la Coalition «J'ai jamais voté pour ça».

Bref, la Coalition pour la survie des programmes sociaux a été importante dans l'histoire montréalaise des résistances aux néolibéralismes et le POPIR y a tenu un rôle majeur.

La lutte continue. Les luttes continuent. Et tant qu'elles se poursuivront, nous aurons besoin du POPIR.

DES LOGEMENTS SOCIAUX, MAIS À QUEL PRIX ?

L'IMPERIAL TOBACCO, L'INCLUSION ET LA VILLE DES PROMOTEURS

Louis Gaudreault, organisateur communautaire au POPIR-Comité logement de 2000 à 2007 et professeur en travail social à l'Université du Québec à Montréal

Les *Lofts Imperial* est un projet de condos comme il s'en est réalisé plusieurs au cours des dernières années. Cependant, les conflits qui ont entouré sa réalisation représentent un moment important de l'histoire récente du POPIR et des luttes pour le droit au logement à Montréal. À bien des égards, on peut dire qu'il y a eu « un avant » et « un après » Imperial Tobacco.

Dévoilé en grande pompe au début de l'année 2006 par le promoteur Prével, ce projet prévoyait la conversion de l'ancienne usine de la compagnie Imperial Tobacco située sur la rue St-Antoine en 481 condos « urbains, jeunes et design ». L'Arrondissement Sud-Ouest était aussi particulièrement heureux d'annoncer qu'en collaboration avec l'organisme Bâtir Son Quartier, il avait réussi à obtenir du promoteur qu'il inclue environ 75 logements sociaux dans son projet, ce qui constituait une première dans l'arrondissement, si ce n'est à Montréal.

Cependant, tou.te.s n'ont pas accueilli cette nouvelle avec le même enthousiasme, si bien que le projet de condos est rapidement devenu source de tensions dans le Sud-Ouest et même au-delà. Plusieurs citoyens et groupes, dont le POPIR et la table de concertation Solidarité St-Henri, y étaient opposés. Ils jugeaient nettement insatisfaisant le nombre de logements sociaux proposés par le promoteur. Ils estimaient également que pour freiner la gentrification dans le Sud-Ouest, il fallait d'abord et avant tout arrêter la construction massive de condominiums. Ces citoyen.e.s avaient d'ailleurs été nombreux à faire entendre leur voix lors d'une assemblée publique tenue par l'Arrondissement le 22 février 2006. À la suite de celle-ci, le POPIR avait aussi entrepris une campagne visant à obtenir la tenue d'un référendum sur le projet.

Les opposant.e.s n'ont pas été les seul.e.s à se mobiliser. Des groupes, qui voyaient dans la proposition du promoteur une amélioration pour le quartier, ont pris rapidement et ouvertement leur distance à l'égard du mouvement d'opposition qui s'organisait. La riposte est aussi venue de la part d'influentes personnalités de l'élite québécoise. L'ancien premier ministre Bernard Landry et l'éditorialiste Alain Dubuc du journal La Presse s'en sont pris publiquement aux groupes comme le POPIR auxquels ils

30 LE JOURNAL DE MONTRÉAL | NOUVELLES | JEUDI 28 FÉVRIER 2008

ANCIENNE USINE IMPERIAL TOBACCO

Révolte anti-condos

■ Des groupes sociaux de Saint-Henri sont en colère

Plusieurs groupes sociaux de Saint-Henri s'opposent au projet de transformation en condos de l'ancien Imperial Tobacco de la rue Saint-Antoine pour mettre un frein, disent-ils, « à l'embourgeoisement du quartier » qui fut déjà le plus pauvre de Montréal.

ANDRÉ BEAUVAIS
Le Journal de Montréal

Après les mises à pied de la fermeture en 2000, c'est une partie de la population qui veut stopper un important projet de condominiums «pour riches».

C'est le groupe Prével qui a soulevé le tollé. Il est sur le point d'acheter le vaste bâtiment de la rue Saint-Antoine pour y aménager 400 condominiums et 75 logements sociaux.

Même si le secteur est en pleine crise de logements abordables et même si le groupe Prével veut faire place à 75 logements sociaux, les groupes communautaires ne lâcheront pas prise parce qu'ils estiment que l'effort n'est pas suffisant.

La direction de l'arrondissement Sud-Ouest veut donner le feu vert au projet parce que le promoteur a accepté, en plus de 75 logements sociaux, d'y inclure 140 logements abordables.

Un référendum

Mais plusieurs organismes et citoyens de Saint-Henri croient que la Ville doit acheter l'immeuble à des fins de logements et d'utilité publique.

Ils demandent à Québec et Ottawa d'aider la Ville dans l'acquisition d'un des derniers grands immeubles le long du canal de Lachine.

Selon Louis Gaudreau, porte-parole du comité logement POPIR, «l'embourgeoisement de Saint-Henri est sérieusement

PHOTO ALBERT VINCENT

■ L'usine Imperial Tobacco a formé ses portes il y a plus de deux ans. Le groupe Prével veut maintenant y construire des condominiums.

reprochaient de s'opposer à toute forme de développement et de maintenir le Québec dans un état permanent « d'immobilisme ». Mais, à tout seigneur tout honneur, c'est le promoteur Prével qui aura le dernier mot. Pendant que les débats sur les mérites des Lofts Imperial et du développement privé faisaient rage sur la place publique, il réussira à surmonter le dernier obstacle à la réalisation de son projet en trouvant appui chez d'autres résidants.es du quartier et en faisant annuler le référendum réclamé par les opposant.e.s.

La lutte contre les Lofts Imperial a donc connu une fin abrupte et décevante pour bien des résidants.es du Sud-Ouest. Toutefois, les critiques dont elle était porteuse lui ont survécu et sont loin d'avoir disparu. Au contraire, on peut considérer que la mobilisation contre les Lofts Imperial est à l'origine d'un débat important sur l'inclusion de logements sociaux dans les projets de condos qui continue aujourd'hui encore de diviser plusieurs groupes. L'inclusion est-elle un compromis équitable entre le droit au profit des promoteurs et les besoins sociaux en matière de logement ? Ou s'agit-il plutôt de rendre acceptable une gentrification qui aura inévitablement pour conséquence d'accroître les difficultés d'accès au logement ? Treize ans plus tard, ces questionnements sont toujours d'une grande actualité alors que la Ville de Montréal s'apprête à adopter son nouveau Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial qui accorde une place centrale au principe de l'inclusion.

Les Lofts Imperial ont aussi confirmé une tendance déjà bien amorcée, qui n'a fait que s'accentuer depuis, celle de la mainmise des grandes entreprises de promotion immobilières sur le développement résidentiel. Ce sont des entreprises, comme Prével, qui se sont approprié les principaux sites à développer dans le Sud-Ouest, particulièrement aux abords du canal de Lachine et dans Griffintown, et qui ont assuré l'essentiel de la construction de logements depuis 20 ans. À lui seul, le groupe Prével en a réalisé près de 1500. C'est donc un petit nombre d'entreprises qui décide du type et de la taille des logements à construire et, s'il est prévu d'inclure du logement social, qui choisit où et dans quelles conditions il sera réalisé. En somme, ce sont ces quelques promoteurs qui déterminent la forme que prendra la ville.

La mobilisation contre la conversion de l'ancienne usine de l'Imperial Tobacco n'était donc pas seulement une lutte contre des condos, mais aussi contre ce modèle de développement urbain dominé par les grands promoteurs. En quelques années seulement, ce modèle a produit des effets bien visibles sur les quartiers du Sud-Ouest qui semblent donner raison à ceux qui, comme les membres du POPIR, ont eu, dès le début, le courage de le remettre en question.

MOBILISATION TURCOT

Valérie Simard, organisatrice communautaire au POPIR-Comité logement de 2009 à 2014

« Parlez-moi en pas de Turcot ! » lance Lili Jetté à la caméra dans un des nombreux clips dans lequel on peut l'apercevoir durant la mobilisation contre le projet de réfection de l'échangeur Turcot. Avec Pierre Zovile, Pierre Brisset, Carole Thériault, Manuel Jonhson, Dereck Robertson et bien d'autres, Lili est une des résidant.e.s qui se sont activement opposé.e.s au projet du Ministère des Transports (MTQ) et qui, pour moi, sont les figures marquantes de la première lutte à laquelle j'ai participé en tant qu'organisatrice communautaire au POPIR-Comité Logement.

En 2007, on annonce que la durée de vie utile du complexe autoroutier est arrivée à sa fin. L'imposant nœud de béton construit à la hâte dans les années 1960 est en décrépitude et ne peut plus supporter les quelque 300 000 voitures qui l'empruntent chaque jour. Le MTQ propose alors de refaire l'échangeur, sans toutefois revisiter les principes qui en avaient guidé la construction 40 ans plus tôt. Alors que le premier chantier avait nécessité l'expropriation de milliers de locataires, cette fois, elle implique la démolition de 100 logements. Les organismes et résidant.e.s des quartiers voisins de l'autoroute se regroupent alors sous la bannière Mobilisation Turcot afin de coordonner la contestation. Le projet indigne aussi des groupes régionaux et nationaux comme le conseil régional de l'environnement, la direction de la santé publique, Greenpeace et Equiterre ; pas moins de 90 personnes et groupes présentent un mémoire lors des audiences publiques du BAPE. Le bureau chargé de consulter la population sur les grands projets publics et d'émettre des revendications se range d'ailleurs en partie derrière les opposants en recommandant des modifications substantielles au projet.

VERT IS THE NEW BLACK

À l'heure où le parti Libéral du Canada décrète une « urgence climatique » et que les élèves du secondaire sont en grève pour dénoncer la destruction de la planète, il semble surprenant qu'il y a 10 ans, on n'ait

pas saisi l'opportunité de la fin de vie utile d'un complexe autoroutier qui traverse la métropole afin d'agir concrètement pour réduire l'émission de polluant. À croire que les belles paroles des politicien.ne.s ne s'accompagnent pas toujours de mesures concrètes. À l'époque, plusieurs universitaires, architectes et urbanistes, planchent pourtant sur des alternatives et s'entendent tous pour dire qu'il faut réduire la capacité routière de l'échangeur. Leurs projets proposent un échangeur moins volumineux, mieux intégré aux quartiers voisins et surtout, qui laissent moins de place à la voiture. Se contentant de brandir des arguments économiques, le gouvernement s'est empressé de descendre toutes les propositions, incluant celle défendue par l'ensemble des élu.e.s de Montréal. Surtout, le projet du MTQ fait la promesse d'éviter la fermeture prolongée d'importants axes routiers, de quoi séduire les automobilistes qui empruntent l'autoroute chaque jour pour se rendre au travail. Si les émissions produites par les voitures contribuent à diminuer l'espérance de vie de ceux qui vivent le long des autoroutes et s'il faut carrément passer sur les maisons pour me permettre de me déplacer seul.e dans ma voiture tous les matins, tant pis…

EXPROPRIER, DÉPOSSÉDER, OCCUPER

Parce que pour reconstruire l'autoroute 720, il faut effectivement passer sur le nord de St-Henri dans un secteur appelé le village des tanneries et détruire le 780, St-Rémi, ancien séchoir à tabac puis manufacture textile. L'immeuble centenaire désaffecté depuis les années 1950 est occupé depuis des dizaines d'année par des artistes et bricoleurs qui y ont aménagé d'impressionnants lofts, parfois dignes des plus grandes firmes d'architecture et de design. C'est là que réside Pierre Zovile qui, avec ses comparses Pierre Brisset et Pierre Gauthier, a imaginé Turcot 375, projet qui a largement inspiré nombre des alternatives proposées au MTQ. Certains éléments architecturaux du Turcot 375 ont été intégrés au projet final, sans toutefois leur en attribuer le crédit. La reconstruction nécessite aussi la démolition de résidences sur la rue Cazelais, dont le logement qu'occupe Lili Jetté depuis des dizaines d'années, un grand rez-de-chaussée où elle a élevé toute sa famille. Pour le POPIR, la démolition de logements abordables dans un contexte de gentrification est inacceptable et le comité logement investit beaucoup d'énergie afin de soutenir les locataires du village des tanneries contre les expropriations. Avec Lili et Pierre, et des dizaines d'allié.e.s, les occupations, manifestations et représentations auprès des différents paliers gouvernementaux se multiplient afin d'éviter toutes démolitions résidentielles. Lili se rendra même à Québec pour discuter avec la ministre des Transports Julie Boulet, et la députée de son quartier, Marguerite Blais. Finalement, de 167 au départ, la mobilisation des résidant.e.s et de leurs allié.e.s fera baisser à 106 le nombre d'expropriation. Le gouvernement du Québec s'engage aussi à reloger tous les expropriés dans un OBNL.

Si la reconstruction nécessite de démolir une centaine de logements, on

s'intéresse tout de même au passé du secteur et des fouilles archéologiques sont entreprises afin de faire ressurgir les vestiges du village des tanneries. Les plus anciens vestiges ainsi exhumés dataient des années 1700, soit à peine une cinquantaine d'années après la fondation de Montréal. Le fait qu'il s'agit de l'un des plus anciens quartiers de Montréal et parmi les premiers sites industriels au Canada rend la perspective de nouvelles démolitions encore plus inacceptable et je brandis cet éclairage historique tout au long de la mobilisation. Jamais il ne m'était venu à l'esprit que les Mohawks (Kanien'kehá) habitaient ce territoire il y a 4 000 ans et que Montréal était un lieu de rassemblement pour de nombreuses Premières Nations bien avant l'arrivée des colons européens. Bien sûr, ce fait n'enlève rien au drame des expropriations, mais la reconnaissance du territoire et de notre propre rôle dans la perpétuation du colonialisme en tant que descendant.e.s de colonisateurs européens ne devrait pas être invisibilisé dans les luttes pour le droit au logement et contre la gentrification.

Casser maison

En 2014, j'ai quitté mon travail d'organisatrice communautaire au POPIR-Comité Logement. J'ai du même coup quitté le quartier St-Henri et le Sud-Ouest puisque je n'étais pas et ne suis toujours pas résidente du quartier. Depuis, la réfection de l'échangeur va bon train et les rues des quartiers limitrophes servent d'autoroutes temporaires pour les commutateurs. La poussière de béton couvre les fenêtres, s'infiltre dans les appartements et se dépose sur les planchers et dans les poumons. Le 780, St-Rémi a depuis longtemps été rasé, tout comme quelques duplex de la rue Cazelais. Pierre Zovile a quitté Montréal. Je n'ai pas de nouvelles de Lili Jetté ni de la plupart des personnes qui se sont mobilisées durant de nombreuses années contre le projet. C'est Habitation 21 qui finalement remplacera le 780 St-Rémi. Toutefois, le développement est à Griffintown (loin des Tanneries), et l'entrée en logement se fera plus de 7 ans après la démolition.

Récemment, un ami me rapportait que dans un hommage à Anne-Marie Rohel écrit à l'occasion des vingt ans du FRAPRU, on racontait que lorsqu'elle ne travaillait pas, Anne-Marie sillonnait le quartier et offrait son aide aux gens dans le besoin. Durant les cinq années où j'ai été organisatrice communautaire au POPIR, j'ai été engagée dans diverses causes et auprès de centaines de locataires. Aussi bien intentionnée que j'ai pu l'être, il reste que mon engagement dans le quartier s'est arrêté en même temps que mon dernier chèque de paie. Je ne subis pas directement les conséquences de la reconstruction de Turcot, ni de la gentrification galopante du Sud-Ouest. Je ne suis bien sûr pas étrangère à ces dynamiques au sein de mon propre quartier, mais je ne peux m'empêcher de ressentir un malaise lorsque je pense à ces campagnes passées. Le fait d'habiter un quartier ne garantit pas à lui seul le sérieux de son engagement dans celui-ci. Mais pour les personnes qui résident au pied de l'échangeur, pour celles qui sont forcées de quitter leur logement et leur quartier à cause de la gentrification, la lutte s'impose, elle ne s'écrit pas dans un rapport d'activité. De mon expérience en tant qu'organisatrice communautaire, je retiens que ce sont ces personnes, les premières concernées qui doivent guider les luttes. Ce sont celles qui gagnent les batailles, comme ce sont celles qui ont le plus à perdre. Pour les cinquante ans du POPIR, ce sont les milliers de locataires de la Petite-Bourgogne, de St-Henri, de Ville-Émard et de Côte-St-Paul, les exproprié·e·s, les expulsé·e·s, résistantes et résistants que je salue.

À QUI LA VILLE ?

UNE ACTION POUR LA RÉSERVE DE TERRAINS ET DE BÂTIMENTS

Patricia Viannay, Organisatrice communautaire au POPIR-Comité logement de 2009 à aujourd'hui

Fin 2012, les comités logement de Montréal peinent à mettre en œuvre un plan d'action pour revendiquer les réserves foncières. Suite au printemps étudiant, le militantisme est effervescent mais localement, les Assemblées populaires autonomes du Québec se cherchent un peu. Dans plusieurs secteurs, Il y a des actions anti-gentrification et des dénonciations, mais ces initiatives ne semblent pas reliées.

Le POPIR-Comité Logement suggère alors de faire converger les luttes qui revendiquent des réserves foncières (qui visent à retirer les terrains et bâtiments du marché privé pour freiner la spéculation) et lance un appel large. Plusieurs comités logement embarquent, ainsi que des militant.e.s plus proches du milieu anticapitaliste et du milieu étudiant. C'est la naissance du Collectif *À qui la Ville,* début 2013.

L'idée est de créer un « buzz » en identifiant dans les quartiers des terrains et ensuite de les occuper. Dans plusieurs quartiers, de Montréal-Nord à Côte-des-neiges, Ahuntsic, Mercier, Verdun, le Sud-ouest, Hochelaga, etc. les comités logement mettent des affichettes « ici je veux » sur des sites vacants. Ensuite, l'idée est d'occuper un terrain dans chaque quartier concerné, en même temps. Finalement, il y aura une occupation à St-Henri le 1er juin (voir capsule) et une autre à Hochelaga, fin juin. Dans Villeray, il y a une activité dans un parc. Dans Pointe-St-Charles, le quartier reprend aussi la campagne sous le nom « A qui la pointe » et organise différentes

Photo par cédric Martin

À QUI LA VILLE DANS LE SUD-OUEST

L'occupation du terrain dans le cadre de la campagne "A qui la Ville" va durer 6 jours à St-Henri. Le samedi 1er juin, 200 manifestant.e.s marchent sur la rue Notre-Dame et prennent d'assaut un terrain vacant appartenant à Peter Sergakis, y installent des tentes et organisent tout de suite une première assemblée. Un peu beaucoup fanfaron, P. Sergakis dit qu'il va tolérer les squatteurs. Finalement, il exigera leur expulsion 6 jours plus tard, ce qui fut fait par un impressionnant dispositif policier (une policière que nous voyions sur les tables de quartier était présente pour l'expulsion).

L'occupation est un succès sur plusieurs points.

La participation a été excellente. Un mixte de locataires impliqués au POPIR, de résidant.e.s du quartier et de militant.s. anticapitalistes ont tenu l'occupation. Le soutien des voisins et voisines a été immédiat et les occupant.e.s ont été impressionnant.e.s par leur capacité d'autogestion !

Le maire B. Dorais s'est senti obligé de venir sur le site et a débattu avec les squatteurs. Finalement, quelques semaines après l'occupation, l'arrondissement a émis un communiqué disant que suite à la pression populaire, il mettait en réserve trois sites ! Depuis, le POPIR-Comité Logement a pris soin d'entretenir ce rapport de force !

actions.

Le POPIR-Comité Logement a organisé plusieurs actions de ce type et porte avec vigueur la revendication pour une réserve foncière. En 2002, le POPIR a participé à la semaine d'actions du FRAPRU en occupant un garage abandonné sur la rue Saint-Philippe. Malgré la belle mobilisation et la présence remarquée d'Yvon Deschamps, les occupant.e.s avaient été rapidement évincés.

En 1992, une action devant la maison du PM Robert Bourassa

En 2016, toujours dans le cadre d'une semaine d'action du FRAPRU, le POPIR-Comité Logement a organisé un Camp de 3 jours au pied de la Canada Malting, revendiquant ainsi sa mise en réserve. Gageons que le POPIR-Comité Logement n'a pas dit son dernier mot et qu'il serait prêt à squatter encore pour le droit au logement !

À NOUS LA MALTING

UNE LUTTE CONTRE LA GENTRIFICATION DE L'OUEST DE ST-HENRI

Patricia Viannay, Organisatrice communautaire au POPIR-Comité logement de 2009 à aujourd'hui

La *Canada Malting* est une usine emblématique de l'ouest du quartier St-Henri. Édifice monumental, elle est l'objet de luttes passionnées depuis que le Canal de Lachine et le patrimoine industriel sont devenus à la mode. Au cœur de ces batailles : les résidant.e.s du quartier qui y ont travaillé, y ont joué et qui voudraient bien y voir des logements sociaux et des services locaux et de l'autre, des promoteurs à la recherche de profit et d'un projet qui se vend bien sur un site web ! Au milieu, les élu.e.s locaux qui n'osent pas poser les gestes politiques nécessaires.

En 2013, un promoteur débarque dans le quartier avec un projet de 700 condos sur la Malting ! La riposte est immédiate. Solidarité St-Henri et le POPIR-Comité Logement font signer une pétition, animent des activités au pied de la Malting et mobilisent lors de l'Assemblée publique sur le projet (juin 2013). Face à la colère populaire, le projet est rapidement abandonné. La même année, lors des élections municipales, le POPIR-Comité

Logement occupe simultanément tous les bureaux de campagne des candidat.e.s. Projet Montréal s'engage à un moratoire sur le changement de zonage… et la Mairie du Sud-Ouest passe justement aux mains de Projet Montréal !

Le comité aménagement de la Table de quartier lance alors une Opération populaire d'aménagement (OPA) qui couvre l'Ouest de St-Henri. L'avenir de la Canada Malting est au cœur des discussions et les grandes orientations de développement sont adoptées. On veut que le site soit mis en réserve à des fins communautaires et sociales, on veut y développer des logements sociaux, des services de proximité, on veut la conservation du paysage architectural de St-Henri et la promotion de son passé industriel.

En 2017, les rumeurs sont persistantes : un autre développeur immobilier a un autre projet de condos. Ayant sûrement appris la leçon de son prédécesseur, le promoteur y met une bonne couche de vernis social mais la communauté n'est pas dupe : il s'agit avant tout d'un gros projet de condos qui inclurait quelques logements sociaux.

À nouveau, la résistance s'organise. Parmi différentes activités, la table de quartier organise un Atelier de conception pour discuter des détails du projet communautaire. En février 2017 naît le Collectif *À nous la Malting*.

Ainsi, depuis 2 ans, le Collectif planche sur un projet 100 % communautaire. Le POPIR-Comité Logement est essentiellement impliqué dans le comité mobilisation qui a deux mandats : faire connaître le projet aux voisins et voisines, maintenir un rapport de force face aux élu.e.s afin qu'ils mettent le site en réserve. De nombreuses actions ont été organisées par le comité : rassemblement à l'Hôtel de Ville (2), rassemblement au Conseil d'arrondissement, BBQ, pique-nique, occupations de bureaux et finalement, en juin 2019, un sit-in au Conseil, forçant ainsi son annulation.

Au moment d'écrire ces lignes, la Ville n'a toujours pas mis le site en réserve. Toutefois, le rapport de force est bon et ce serait très difficile pour les élu.e.s d'accepter un projet de condos. Ceci étant dit, la persévérance et la ténacité des militant.e.s seront nécessaires pour que finalement, l'usine reste à la communauté ! Après 50 ans de lutte, une leçon que le POPIR-Comité Logement a bien apprise !

LE FRAPRU

Frederic Burril, Organisateur au POPIR-Comité logement de 2012 à 2016

Action du FRAPRU : Westmount, juin 1994

Bien que le FRAPRU trace ses origines aux années 1970, le POPIR n'est pas devenu membre de ce réseau national avant 1990, suite à la décision de ses membres de se concentrer uniquement sur la question du logement.

Pourtant, le POPIR s'est annoncé comme une force militante et combative dès son adhésion au regroupement. Lors d'un panel au Congrès du FRAPRU en 1990, le POPIR a dénoncé la tendance conciliante de plusieurs groupes communautaires dans le Sud-Ouest et à Montréal plus largement :

> *Depuis quelque temps, parler de mobilisation c'est être à contre-courant. Plusieurs groupes, surtout les CDEC [corporation de développement économique communautaire], véhiculent et mettent de l'avant une nouvelle stratégie de développement communautaire: le partenariat ou encore le consensus social. Dans le sud-ouest de Montréal, ce courant est très fort et reconnus par plusieurs groupes, sans que minimalement un questionnement se soit fait au sein du mouvement populaire sur l'efficacité et le prix à payer lorsque l'on fonctionne par consensus. Les gains sont loin d'être évidents lorsqu'on s'assoit avec des directeurs de Caisse populaire ou d'entreprises et d'autres acteurs défendant des intérêts différents des nôtres. Nous avons à nous questionner sérieusement face à cette nouvelle tendance du développement économique et social qui s'inscrit dans un contexte où l'État se désengage des politiques sociales.*

Les membres du POPIR se sont reconnus dans l'analyse du FRAPRU : la solution à la crise permanente de logement passe par la construction de logements sociaux ! Ainsi, le POPIR a rapidement pris sa place parmi des groupes logements les plus mobilisés et impliqués au sein du FRAPRU, représenté dans ses instances par ses employé-e-s et des militantes dévouées, comme Louise Gosselin et Claudette Beaucaire. Plusieurs de ses employé-e-s et militant-e-s ont même siégé à la Présidence

du regroupement national : pendant longtemps : Jean-Pierre Wilsey, plus tard, Patricia Viannay, et plus récemment, Norman Laforce.

Avec ses allié-e-s du FRAPRU, les militant-e-s du POPIR ont également reconnu l'importance de dépasser l'échelle strictement locale afin d'organiser des mobilisations nationales, telles qu'ils-elles ont fait à Westmount en 1995. Fidèles au poste avec la fameuse bannière bleue lors des manifestations du FRAPRU, ses militant.e.s ont également, au fil des ans, occupé des bureaux, des bâtiments vacants, des terrains, ont marché le long du Québec et ont participé vivement aux débats qui animaient le regroupement.

Cependant, ça n'a pas toujours été facile. Ce n'est pas d'hier que les militant.e.s des comités logement ont l'impression de tenir à bout de bras des coalitions qui pourtant concernent diverses luttes sociales et politiques, sans pouvoir compter sur la mobilisation dans les autres secteurs, syndicaux, communautaires ou étudiants. On trouvait déjà chez le POPIR une certaine fatigue avec ces dynamiques en 1997, quand Jean-Pierre Wilsey, président du FRAPRU à l'époque, s'est demandé :

> *Comment s'organiser pour réduire les tentations à l'enfermement dans le corporatisme, face à l'ensemble des coupures et autres réorganisations du rôle de l'État ? En d'autres mots, comment faire des liens politiques entre les diverses luttes sociales ? Est-ce que c'est possible de contrer la mise sur pied ad nauseam de coalitions de tout acabit ?*

Le POPIR a même parfois été peut-être *trop* combatif pour le FRAPRU. Lors des tentatives de notre part de lutter autrement et d'élargir la mobilisation à des horizons plus militants et anticapitalistes (tel que À Qui la Ville, en 2013), l'appui du FRAPRU n'était pas forcément à la même hauteur que lors de la chasse habituelle des engagements des politicien-ne-s. Dans les instances décisionnelles du regroupement national, nous nous retrouvons souvent avec peu d'allié.e.s sur l'aile gauche d'un membership qui est réticent à penser hors des sentiers stratégiques battus.

Ceci étant dit, ça fait maintenant 30 ans que le POPIR se trouve au cœur des actions politiques du FRAPRU, et une grande partie de notre force vient de nos liens et de notre implication au niveau national. Le FRAPRU et ses groupes membres ont toujours été des grands alliés dans la lutte pour le droit au logement à Saint-Henri, Petite-Bourgogne, Côte Saint-Paul et Ville-Émard, et nous les allié-e-s du FRAPRU !

action à westmount, 1995

LES FEMMES LUTTENT POUR LE LOGEMENT SOCIAL

HISTORIQUE DES LUTTES DES FEMMES AU POPIR-COMITÉ LOGEMENT

PAR LE COMITÉ FEMMES DU POPIR

Le POPIR n'a pas toujours été un comité logement ! En effet, avant 1989, le POPIR se voulait un regroupement d'initiatives populaires dans Saint-Henri et dans la Petite-Bourgogne. Toutefois, peu de gens connaissent l'historique des luttes des femmes dans cet organisme !

Aujourd'hui, il ne fait plus de doutes que la question du logement est essentielle pour le bien-être et l'émancipation des femmes. Encore trop de femmes consacrent une part trop importante de leur revenu pour se loger. Dans le Sud-Ouest, en 2016, encore 3550 femmes cheffes de ménages locataires payaient plus 30 % de leur revenu pour se loger. Il n'est donc pas étonnant que les femmes du POPIR aient fait le lien entre leurs enjeux de logement et le fait d'être une femme et ce, depuis plusieurs années !

AVANT 1989…

De 1977 à 1988, le POPIR s'est consacré presque exclusivement à la condition féminine. Les femmes du POPIR sont d'ailleurs à l'origine du Centre de la Petite Enfance (CPE) Paillasson sur la rue George-Étienne-Cartier à Saint-Henri, qui était déjà une garderie autogérée avant même que le programme des CPE voie le jour dans les années 90. Le POPIR a également mis sur pied la Maison du Réconfort, un foyer d'hébergement et de transition pour les femmes en difficulté et leurs enfants. Plusieurs ateliers de loisirs et d'éducation populaire étaient offerts aux femmes afin de briser l'isolement, les intégrer à l'organisme et les faire réfléchir sur leurs conditions

L'influence des bailleurs de fonds a été déterminante dans le choix des membres de se concentrer uniquement sur le logement. En effet, C'est Centraide qui avait demandé au POPIR de

choisir une mission plus spécifique à l'aube des années 90. Selon une militante de l'époque, le choix avait été déchirant entre devenir un Centre de femmes et devenir un Comité-logement. Toutefois, le choix de se concentrer sur les enjeux d'habitation l'a finalement emporté, surtout parce que les femmes y voyaient une façon de lutter pour des meilleures conditions de vie et de logement ainsi qu'accroître leur pouvoir sur leur propre vie ! Et l'histoire nous a montré que les femmes du POPIR ne sont jamais bien loin !

usine typique du sud-ouest, années '50
Archives de la Ville de Montréal

1999-2000 : La marche mondiale des femmes

Dix ans plus tard, 4 ans après la participation du POPIR à la Marche des Femmes contre la pauvreté (du pain et des roses), un comité femmes est créé afin de mobiliser en vue de la première Marche Mondiale des femmes (MMF). Juste après le désengagement du gouvernement fédéral dans le financement du logement social, l'inclusion de la construction de 8 000 logements sociaux dont la moitié en HLM, dans les revendications de la marche était un moyen évident de lutter contre la pauvreté.

Le comité, animé par Anne-Marie Rohel et Karina Montambeault, deux permanentes de l'époque, s'est réuni à chaque vendredi pendant un an ! Les femmes du comité étaient pour la plupart des femmes issues des milieux ouvriers dont beaucoup étaient monoparentales. Pour ces femmes, il allait de soi qu'elles étaient davantage victimes du système capitaliste et de la pauvreté créée par ce dernier. Le comité différait beaucoup des autres comités du POPIR : les permanentes prenaient peu de place dans les réunions; c'était les membres qui prenaient les décisions et se répartissaient les tâches. Fait

intéressant : Jeannine Descoteaux, la première femme divorcée au Québec, était membre du Comité Femmes !

C'est sur ces bases qu'elles ont mobilisées pour la manifestation à Ottawa qui se déroulait le 15 octobre 2000 ! Elles ont tenu un kiosque de mobilisation chaque dimanche au marché Atwater et ont organisé une vente de garage pour financer les autobus. Finalement, c'est une mobilisation historique qui s'est faite avec deux autobus voyageurs pleins à craquer qui sont partis manifester à Ottawa ! Un succès qui aurait contribué à donner un grand sentiment d'appartenance aux femmes du POPIR !

visite à Nicole Loiselle
mai 1996

Toutefois, après la MMF, le comité n'a pas perduré. Peut-être ce comité a-t-il été victime de son succès, car le conseil d'administration de l'époque avait pris la décision de se recentrer sur les enjeux logements et d'abolir ce comité énergivore…

2016 à aujourd'hui : Le retour du comité femmes du POPIR

Qu'à cela ne tienne, un nouveau comité femmes est fondé en 2015 ! Le comité tenait à informer la population des enjeux de logements vécus par les femmes. C'est ainsi qu'à l'automne 2017, les femmes enregistrèrent une émission de radio diffusée sur les ondes de CKUT, la radio de l'Université McGill, pour demander aux candidats des élections municipales de prendre des engagements en matière de logement ! Puis à l'hiver 2018, les femmes proposent un projet de taille à l'assemblée générale du POPIR : explorer la possibilité de faire un projet de logement social pour les femmes du Sud-Ouest ! Plusieurs femmes sont emballées par le projet et le comité s'agrandit. Au printemps 2018, une grande rencontre est organisée avec les organismes d'hébergements pour femmes du Sud-Ouest, le comité femmes et le collectif de la Maison des Rebelles, un comité de femmes aînées lesbiennes et alliées qui souhaitent fonder un OBNL d'habitation. C'est la partie vacante du 4700 Saint-Ambroise que les femmes décident de revendiquer pour se loger.

Malheureusement, un promoteur de la firme Chaloub, y voit déjà 300 condos, et en y incluant 100 logements sociaux. Il est déjà en train de travailler sur un projet sur ce site avec Bâtir Son

Quartier. Comble de l'ironie, pour ce faire, on devrait démolir l'immeuble qui se trouve à côté où travaillent plusieurs personnes du Sud-Ouest. Pour les femmes du Comité, l'inclusion de leur projet dans un développement de condos n'est pas un choix acceptable : l'arrivée de 300 condos dans le Sud-Ouest aura tant d'inconvénients sur leur qualité de vie que l'inclusion de logements sociaux n'en vaut pas la peine. Le comité femmes et les travailleur.euse.s du 4700 s'opposent à la démolition qui sera d'abord refusée par le comité de démolition de l'arrondissement. Puis, le promoteur acquiert le site et va en appel. Il achète le départ des compagnies locataires de

l'immeuble. Le Comité femmes se retrouve seules à lutter contre Goliath. Finalement, le conseil d'arrondissement se positionne cette fois en faveur de la démolition.

Le comité femmes parvient toutefois à faire sa place sur le projet en inclusion, avec l'OBNL Logifem et la Maison des Rebelles. Au printemps 2019, les femmes s'incorporent en OBNL d'habitation, Libr'Elles, pour les femmes seules et monoparentales !

Et maintenant…

La gentrification de nos quartiers continue d'affecter davantage les femmes que les hommes.. Les écarts de revenus entre les hommes et les femmes se creusent, la proportion de femmes mal-logées baisse moins rapidement que celle des hommes et les familles monoparentales, dont 9 sur 10 ont une femme comme cheffes de ménages, peinent à rester dans le Sud-Ouest.

Ce contexte nous confirme l'importance pour les femmes de continuer à lutter pour le logement social et pour des quartiers plus accueillants! En tous les cas, pour les femmes du POPIR, c'est une évidence !

DES PERSONNES MARQUANTES DANS L'HISTOIRE DU POPIR

Antoine Morneau-Sénéchal, ex-permanent

Romina Hermanda-Gomez, ex-permanente

Claudette Beaucaire, ex-présidente

Valérie Simard, ex-permanente

Jean-Pierre Wilsey, ex-permanent

Fred Burill, ex-permanent

Louis Gaudreault, ex-permanent

Lucie Parisien, ex-présidente

Gisèle Bisonnette, militante

Pierre Bisonnette, militant, bénvole à l'acceuil

Pierre Queneville, militant et membre du CA

Louis Cyr, ex-permanent

Normand Laforce

Maryan Kikhounga Ngot, présidente du CA

Anita Guay, Lucie Verville et Francine Lozier

Karina Montambeault, ex-permanente

Olivier Prudhomme, Fred Burill et Patricia Viannay

Carole Orphanos, ex-présidente et bénévole

Anne-Marie Rohel, ex-permanente

ET FINALEMENT, ON EN PENSE QUOI DU POPIR ?

Le POPIR-Comité logement est un organisme très important dans le Sud-Ouest. Je n'ai jamais eu recours au POPIR personnellement, mais j'ai référé beaucoup de gens. Ils ont été très satisfaits des services et de l'aide que le POPIR leur a apporté. Le POPIR-Comité logement soulage la misère et les malheurs que les gens ont avec leur habitat, leur proprio et leurs voisins.

Merci au POPIR-Comité logement d'exister!

Alice du Centre communautaire des femmes actives

J'ai déjà eu recours à l'aide du POPIR personnellement et j'ai référé des gens, et POPIR a toujours été là pour aider à chaque fois avec de bons résultats. Avec mon travail, nous avons fait plusieurs rencontres et ateliers qui ont aidé les gens du quartier à prendre conscience des enjeux de logement et des changements.

Le POPIR est une aide primordiale pour le quartier qui ne cesse de changer et exproprier les gens à faible revenu.

Bon 50e au POPIR!

Moi mon souvenir est quand on a des questions concernant l'augmentation [de loyer] ou autre, le POPIR répond avec amabilité et gentillesse en tout temps. Merci POPIR,

Thérèse Maltais

P.S. : Continuer votre beau travail!

Moi j'ai entendu parler du POPIR quand j'ai fréquenté l'école Saint-Paul. Je sais qu'ils aident beaucoup les gens du quartier dans certaines démarches. Bonne continuité à vous tous!

Manon

J'ai aimé ça aller là-bas au lancement du Canal!

Lucie Corbeil du Centre communautaire des Femmes actives

Je suis fière que le POPIR soit là, car beaucoup de monde en a besoin. On se sent appuyé, car si j'ai besoin, je vais venir vous voir. Mes sœurs y vont et elles aiment y aller. J'y suis allée deux fois.

Félicitation pour votre beau travail!

Une chance que vous êtes là!

Le POPIR Comité logement a invité les femmes actives pour nous informer quand on a besoin de renseignements pour se défendre contre les propriétaires qui sont cochons. On a collaboré à faire des lanternes et puis, ils ont été au Centre Gadbois et nous ont donné beaucoup d'information et des trucs pour comprendre. On a prêté la maquette [de la Canada Malting] qu'on a fait et créé.

Un gros merci à cet organisme qui a su me soutenir lors de mes démarches à la Régie du logement. Le résultat a été très positif.

POPIR est un organisme a qui j'ai eu à faire et ils sont merveilleux pour nous aider. Écoute, amabilité, sincérité, honnêteté, performants. J'ai gagné ma cause grâce au POPIR! Merci,

Rosaire Poirier

Un gros merci pour votre support et votre engagement. Sans vous, ça ne bougerait pas!

Elida, membre de Famijeunes

Merci beaucoup POPIR de tout le soutien envers les citoyens de St-Henri.

Claudia et famille, membre de Famijeunes

LES TERRAINS PUBLICS
LOGEMENTS SOCIAUX
PRIVÉ
DOS
Jusqu'au Plateau
des bonnes yen a trop!
des logements
sociaux!
COMITE LOGEMENT
logement social,
ÇA PRESSE!
la richesse
Côte St-Paul